



Mémoire

Consultation publique sur les véhicules hors route

par le

**Conseil régional de l'environnement
de l'Abitibi-Témiscamingue**

17 juin 2005

Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue

423, avenue Larivière
Rouyn-Noranda, Québec
J9X 4H9

Tél. : (819) 762-5770
Télec. : (819) 797-1631

creat08@lino.com
creat08@uqat.ca

www.lino.com/~creat/

Recherche et rédaction :

Jacinthe Châteauvert
Linda-Ann Gereghty

Coordination et révision du contenu :

Jacinthe Châteauvert
Linda-Ann Gereghty

Correction orthographique :

Diane Landriault

Mise en page :

Linda-Ann Gereghty

TABLE DES MATIÈRES

1. PRÉSENTATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT	4
2. NOTRE INTÉRÊT POUR LE DOSSIER	5
3. CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE	5
3.1 La qualité de l'eau	6
3.2 Aménagement du territoire	7
3.3 Récréotouristique	9
CONCLUSION	10
BIBLIOGRAPHIE	11

1. PRÉSENTATION DU CONSEIL RÉGIONAL DE L'ENVIRONNEMENT

Le Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue (CREAT) est un organisme à but non lucratif ayant pour mission la concertation en environnement. Nous sommes formés de représentants de groupes visant la protection de l'environnement et de représentants du milieu.

Comme chacun des conseils régionaux membres du regroupement national, le CREAT vise à :

- *mettre en œuvre une gestion responsable de l'environnement par l'appui au développement durable;*
- *favoriser la concertation entre les intervenants régionaux pour œuvrer à la préservation de la qualité de nos milieux de vie d'une génération à l'autre.*

Le CREAT veut à la fois écouter, informer et sensibiliser les différents intervenants des dossiers de développement régional ainsi que promouvoir le développement durable.

Il est :

- *un guide pour identifier les principales sources de pollution et les champs d'action prioritaires;*
- *une des plaques tournantes pour favoriser l'action et la concertation entre les groupes;*
- *une aide aux projets des individus et des groupes préoccupés par la qualité de leur environnement;*
- *un interlocuteur entre l'Abitibi-Témiscamingue et les organismes régionaux, nationaux et internationaux.*

2. NOTRE INTÉRÊT POUR LE DOSSIER

Le Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue (CREAT) s'intéresse activement aux activités reliées au transport (des marchandises, véhicules hors route, etc.), puisqu'elles ont un impact direct sur l'environnement, dont les changements climatiques, par l'entremise de gaz à effet de serre (GES).

Au mois d'avril 2005, le CREAT et le ministère des Transports de l'Abitibi-Témiscamingue-Nord-du-Québec ont lancé conjointement la campagne de sensibilisation « *Le covoiturage une solution drôlement économique et écologique!* ». Le but du projet est de diminuer le nombre de véhicules sur les routes et ainsi diminuer la quantité de GES, par l'entremise d'un changement de comportement, le covoiturage. Cette consultation publique se décrit dans la même veine soit, le changement de comportements des habitudes des citoyens.

3. CONSULTATION PUBLIQUE SUR LES VÉHICULES HORS ROUTE

Le Conseil régional de l'environnement de l'Abitibi-Témiscamingue (CREAT) est heureux de participer à cette consultation publique sur les véhicules hors route. Tel qu'il a été mentionné précédemment, le CREAT s'intéresse aux activités reliées au transport, puisqu'elles ont un impact sur l'environnement.

La présente démarche de consultation du public est essentielle pour la validation du processus et pour une meilleure compréhension des enjeux reliés à l'utilisation des véhicules hors route.

En effet, les questions et commentaires des citoyens, des groupes et des organisations permettront d'obtenir davantage d'information et de jeter un regard nouveau sur le sujet. Par contre, le temps de sursis entre la présentation des commentaires et/ou mémoires et la consultation publique est très court et insuffisant pour plusieurs. De plus, il est regrettable qu'il n'y ait pas eu de consultations publiques en soirée, ce qui aurait permis la participation de ceux qui ne pouvaient pas se libérer en raison de leur travail.

De façon plus distincte, le CREAT aimerait souligner quelques éléments qui méritent une attention particulière (d'un point de vue environnemental) et qui sont reliés à l'utilisation des véhicules hors route au Québec.

3.1 La qualité de l'eau

La qualité des plans d'eau est une des préoccupations importantes du CREAT. La protection des plans d'eau doit être favorisée le plus possible et nous incitons donc, le ministère du Transport du Québec à sensibiliser les utilisateurs de véhicules hors route (VHR), afin qu'ils effectuent des gestes concrets pour préserver la qualité de ceux-ci.

Telles qu'il a été mentionné plus haut, la qualité de l'eau et la conservation des plans d'eau sont des priorités pour le CREAT,

⇒ nous recommandons donc que la circulation sur glace des véhicules tout terrain (VTT) et motoneiges soit interdite sur tous les plans d'eau servant de réservoir d'eau potable.

De plus, nous croyons que la présente consultation aurait dû inclure les embarcations marines récréatives, car elles contribuent par une surexploitation des utilisateurs, à la dégradation des plans d'eau,

⇒ **nous recommandons donc de limiter la force des moteurs hors bord des embarcations marines à 30 CV, dans le but de préserver et de conserver les berges des plans d'eau contre l'érosion.**

De plus,

⇒ **nous recommandons que tous les véhicules hors route y compris les embarcations marines soient munis d'un moteur à 4 temps. Le gouvernement devrait autoriser uniquement la fabrication de véhicules hors route dotés d'un tel moteur.**

3.2 Aménagement du territoire

Les promenades en forêts à l'aide de machines motorisées comme les véhicules tout terrain (VTT) et les motoneiges en hiver causent des dommages à l'environnement si elles ne sont pas contrôlées.

La multiplication des pistes provoque un fractionnement de l'habitat. Par ailleurs, la pollution due aux émissions polluantes et en plus de la pollution par le bruit sont des facteurs de contamination de l'environnement.

Nous suggérons au ministère du Transport du Québec d'inciter les usagers à rationaliser leur utilisation de tels véhicules. Nous invitons, et

- ⇒ **nous recommandons donc que les nouveaux projets de sentiers soient soumis à la consultation publique, dans le but d'éviter les conflits entre utilisateurs et résidants limitrophes aux sentiers;**

- ⇒ **nous recommandons que le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, secteur Forêt Québec et secteur du Territoire, avant de remettre un permis d'autorisation de circulation et de construction de sentiers consulte le ministère des Ressources naturelles et de la Faune, secteur Faune afin de s'assurer que la délimitation de ces chemins évite les écosystèmes vulnérables (tourbières, habitat faunique, etc.) selon le règlement Q-2, r 2.2 et l'article 22 de la Loi sur la qualité de l'environnement. Il est de sa responsabilité de faire respecter les réglementations et des faire appliqués. De plus, s'il cède ses responsabilités à d'autres entités telles que les MRC ou les CRÉ, il devra s'assurer qu'ils ont les outils ou moyens pour mettre lesdites réglementations en fonction et qu'ils en effectuent le suivi;**

- ⇒ **nous recommandons que la distance entre une habitation et un sentier de VTT ou de motoneiges soit d'un minimum de 200 m et que celle-ci ne puisse être modifiée par des règlements municipaux;**

- ⇒ **nous recommandons que la limite de vitesse maximum permise sur les sentiers de véhicules hors route soit de 50 km/h. Et qu'en soirée (à déterminer), la vitesse maximum permise soit de 30 km/h.**

Dans le but de réduire considérablement, les inconvénients des résidants reliés à la pollution par le bruit,

- ⇒ **nous recommandons que le ministère du Transport du Québec interdise les heures d'utilisation des véhicules hors route entre 21h00 et 9h00 pour les sentiers préexistants à moins de 200 m des résidences.**

3.3 Récréotouristique

L'industrie récréotouristique, reliée à l'utilisation des véhicules hors route récréatifs, est très lucrative. Cela apporte pour des régions, comme l'Abitibi-Témiscamingue, des revenus non négligeables. Par contre, l'aspect pécuniaire qui n'a pas été évalué selon nous est l'entretien bénévole des sentiers VHR. Les utilisateurs ne paient pas le coût réel de l'entretien desdits sentiers et par le fait même cela fausse les données financières. *Combien de temps, les bénévoles de ces Clubs pourront-ils continuer à entretenir ces sentiers?* Nous invitons, et

⇒ **nous recommandons donc que le ministère du Transport du Québec évalue les coûts réels de l'entretien des sentiers par les bénévoles, ce qui permettra d'évaluer la surcharge réelle à payer par les utilisateurs de VHR pour l'entretien constant desdits sentiers.**

De plus, le CREAT trouve important de mentionner que la publicité effectuant la promotion des forfaits de vacances où l'on montre des photos d'utilisateurs de VHR dans des lieux comme une rivière, un sentier non banalisé, etc., est non respectueuse de l'environnement et ne devrait pas être permise. Nous invitons, et

⇒ **nous recommandons donc que le ministère du Transport du Québec incite fortement l'industrie touristique à revoir cette stratégie publicitaire et à effectuer, dorénavant, des publicités extérieures des véhicules hors route respectueuses de l'environnement.**

CONCLUSION

L'activité récréotouristique des véhicules hors route est considérée par plusieurs comme étant un sport (ce qui est discutable) et occupe une place de choix dans notre société de consommation.

Cependant, ce genre, de véhicules récréatifs à un impact important sur l'environnement, soit par les émissions de gaz à effet de serre, la destruction d'habitats ou de milieux fragiles.

L'éducation des utilisateurs est importante afin que ceux-ci adoptent des comportements de respect d'autrui, des propriétés et de l'environnement. La facilité avec laquelle ces véhicules circulent dans nos campagnes semble leur donner des privilèges auxquels ils n'ont pas droit.

Le droit d'accès peut-être permis par les propriétaires qui le souhaitent. Cependant très peu d'utilisateurs non organisés, demande la permission requise pour circuler sur les terrains privés. Ceci crée des conflits qui ne permettent pas le dialogue entre les intervenants. Un meilleur encadrement de ces types d'activités serait un outil supplémentaire pour s'assurer de la qualité de l'environnement et de vie, soit respectée.

BIBLIOGRAPHIE

MINISTÈRE DU TRANSPORT DU QUÉBEC. 2005. *Consultation publique sur les véhicules hors route*. Document de réflexion. Bibliothèque nationale du Québec. 48p.